

## Fichier 2

### Les apports du Front populaire : réformes fondatrices, résistances et actualité politique

par

*T.R. et PPty.*

Juillet , 2026

Les 90 ans du Front populaire invitent à revenir sur une séquence décisive de l'histoire française, souvent réduite à quelques images d'Épinal - départs en vacances, drapeaux rouges et tricolores mêlés - mais dont les enjeux dépassent largement le seul été 1936. L'expérience du Front populaire articule en effet trois dimensions : une politique de réformes sociales sans précédent, une ambitieuse politique éducative et culturelle, et une violente contestation des forces conservatrices qui contribue à sa chute.

#### **Des réformes sociales structurantes**

Les accords Matignon de juin 1936 instaurent la reconnaissance des syndicats, les conventions collectives et des hausses de salaires, donnant aux travailleurs une place nouvelle dans la régulation sociale. Ils s'accompagnent de la

loi sur la semaine de 40 heures et de celle du 20 juin 1936 sur les congés payés, votée à une écrasante majorité (563 voix contre 1 à la Chambre).

Léon Blum insiste alors sur le sens de ces réformes en affirmant qu'il s'agit de « rendre la vie plus humaine », formule qui reprend, en la condensant, l'horizon jaurésien d'une « vie plus large » où le travail ne serait plus l'unique mesure de l'existence. Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux sports et aux loisirs, précise la philosophie de cette politique en parlant d'un accès de tous « à la joie et à la dignité dans la vie », notamment à travers les auberges de jeunesse, les colonies de vacances et la démocratisation des pratiques sportives.

### **Jean Zay et la refondation éducative et culturelle**

Au sein du gouvernement Blum, Jean Zay, nommé ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts en juin 1936, incarne la dimension éducative et culturelle du Front populaire. Son projet se résume en une formule simple : « la culture pour tous », qui se traduit par une série de réformes et d'initiatives, parfois inabouties sur le plan législatif mais décisives à long terme.

*Sur le terrain scolaire*, Jean Zay prolonge la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans (loi du 9 août 1939) et élabore un grand projet de réforme de l'enseignement déposé en 1937, visant à unifier les premiers cycles du secondaire et du primaire supérieur et à faire de la classe de sixième une classe d'orientation. Il entend ainsi réduire les cloisonnements entre filières et atténuer les inégalités d'accès aux études, en cohérence avec une vision démocratique de l'école.

*En lien avec Léo Lagrange*, il rend l'éducation physique obligatoire et introduit le sport jusqu'à l'université, afin de rompre avec une culture trop militaire du corps et de proposer aux démocraties une réponse à la mise en scène totalitaire de la jeunesse en Allemagne et en Italie. Sur le plan culturel, on lui doit notamment la création de la Réunion des théâtres nationaux, du Musée d'art moderne et du Musée des arts et traditions populaires, ainsi que le projet de Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui verra le jour en 1939. Il est aussi à l'origine de l'idée d'un festival international du film à Cannes, imaginé en 1939 comme alternative aux festivals contrôlés par les régimes autoritaires.

La thèse de Pascal Ory, *La Belle Illusion*, ainsi que les travaux d'Antoine Prost, montrent que si une seule loi éducative majeure est adoptée sous Jean Zay, l'architecture de sa réforme servira de matrice aux transformations d'après 1945. En ce sens, l'héritage du Front populaire dépasse largement sa courte durée gouvernementale.

### **Les forces réactionnaires et la fragilité du Front populaire**

L'historiographie (René Rémond, Antoine Prost, Julian Jackson notamment) insiste sur la conjonction de plusieurs facteurs qui conduisent à l'épuisement puis à la chute du Front populaire. Les milieux patronaux dénoncent le coût des mesures sociales et la baisse supposée de productivité liée à la semaine de 40 heures, tandis qu'une partie des classes moyennes exprime ses inquiétudes face à l'inflation et à la fuite des capitaux.

Les forces conservatrices et d'extrême droite, déjà mobilisées lors des émeutes du 6 février 1934, mènent une campagne virulente contre Blum et son gouvernement, où l'antisémitisme politique joue un rôle central. La presse hostile caricature le Front populaire comme un « désordre organisé », un régime « livré aux foules », nourrissant l'idée d'une République affaiblie, incapable de tenir ses promesses sociales sans déstabiliser l'économie.

À ces oppositions internes s'ajoutent des contraintes externes : la guerre d'Espagne, qui divise la gauche française autour de la politique de non-intervention ; la montée des régimes autoritaires en Europe ; et une conjoncture économique dégradée. En 1937, Blum annonce la « pause » dans les réformes, signe d'un infléchissement majeur que Prost analyse comme un tournant : l'élan se brise sur le mur des résistances sociales et des contraintes internationales.

Ainsi, la chute du Front populaire ne résulte pas d'un seul complot réactionnaire, mais d'une combinaison d'hostilités conservatrices, de fragilités économiques, de divisions politiques et de menaces extérieures - combinaison qui nourrit alors le sentiment d'une République en péril.

### **Héritages et leçons pour le présent**

Les acquis du Front populaire - droits sociaux, congés payés, conventions collectives, avancées éducatives et culturelles - ont durablement structuré la vie des Français, au point de devenir des évidences parfois oubliées. Mais l'histoire montre combien ces évidences furent conquises et contestées, et combien leur maintien suppose des coalitions politiques capables de les défendre.

*L'une des leçons les plus fortes de 1936 tient justement à la dynamique d'un front uni rassemblant socialistes, communistes et radicaux autour d'un programme minimal, face à la montée des menaces fascistes et aux fractures sociales. Cette unité, certes imparfaite et éphémère, a rendu possibles des réformes que chaque courant isolé n'aurait pu imposer.*

*La situation présente se caractérise, à l'inverse, par un refus persistant de nombreuses forces de gauche et écologistes de se présenter en front uni à l'échelle nationale, notamment en vue de l'échéance présidentielle de 2027. Ce refus de l'unité - qu'il soit justifié par des divergences programmatiques, stratégiques ou des rivalités de leadership - alimente chez une partie de l'opinion l'idée que la République pourrait, à nouveau, se trouver en position de faiblesse face à des forces politiques qui contestent ses fondements.*

*Sans céder à l'anachronisme, on peut considérer que la mémoire du Front populaire pose une question simple mais exigeante : *quelles alliances sont aujourd'hui nécessaires pour défendre et renouveler les droits sociaux, l'école, la culture, et plus largement l'idéal démocratique ?* Loin de toute sacralisation, 1936 rappelle que le progrès social suppose des compromis politiques forts et que l'absence d'un front uni peut fragiliser durablement la capacité de la République à se protéger elle-même.*

### **Quelques repères bibliographiques**

Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Seuil, 1979.

Antoine Prost, chapitres sur les réformes éducatives du Front populaire, notamment dans *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013.

Fondation Jean-Jaurès, « Le Front populaire et l'école », dossier en ligne.

Article « Ce que l'école d'aujourd'hui doit à Jean Zay, ministre du Front populaire », *The Conversation*, 2024.

Ressources du Musée de la Résistance en ligne sur Jean Zay (note « Vers la réforme de l'enseignement », notices sur ses actions éducatives et culturelles).

---